

**SAVARIA CORPORATION
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2009 ET 2008**

TABLE DES MATIÈRES

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS.....	1
RAPPORT DES VÉRIFICATEURS.....	2
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	
États consolidés des résultats.....	3
États consolidés du résultat étendu.....	4
États consolidés des capitaux propres.....	5
Bilans consolidés.....	6
États consolidés des flux de trésorerie.....	7
Notes afférentes aux états financiers consolidés.....	8

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers consolidés ci-joint de « **SAVARIA CORPORATION** » sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Ces états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et comportent nécessairement certains montants qui sont fondés sur les estimations les plus probables et des jugements faits par la direction.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la société s'est dotée de systèmes de contrôles comptables internes et établi des politiques et procédés adaptés à l'industrie dans laquelle elle évolue. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la société est correctement comptabilisé et bien protégé.

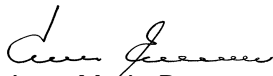
Le Conseil d'administration doit s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et qu'il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le Comité de vérification rencontre périodiquement la direction afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de présentation de l'information financière. Le Comité examine également les états financiers consolidés annuels et le rapport des vérificateurs externes, et fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. Les vérificateurs désignés par les actionnaires peuvent à leur gré rencontrer le Comité de vérification, en présence ou en l'absence de la direction.

Les présents états financiers consolidés au 31 décembre 2009 et pour l'exercice terminé à cette date ont été vérifiés par les vérificateurs désignés par les actionnaires, KPMG s.r./S.E.N.C.R.L. comptables agréés. Les états financiers au 31 décembre 2008 et pour l'exercice terminé à cette date ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers s.r./s.e.n.c.r.l. comptables agréés.



Marcel Bourassa

Le président du conseil et chef de la direction



Jean-Marie Bourassa C.A.

Le chef de la direction financière

Laval (Québec) Canada
Le 30 mars 2010



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Tour KPMG
Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Savaria Corporation (la « société ») au 31 décembre 2009 et les états consolidés des résultats, du résultat étendu, des capitaux propres et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états consolidés financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2008 et pour l'exercice terminé à cette date ont été vérifiés par d'autres vérificateurs, qui ont exprimé une opinion sans réserve sur ces états financiers dans leur rapport daté du 24 mars 2009.

KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

Montréal, Canada

Le 5 mars 2010

SAVARIA CORPORATION
ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS
POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2009 et 2008

	2009	2008
CHIFFRE D'AFFAIRES	55 172 324 \$	55 508 203 \$
CHARGES D'EXPLOITATION		
Coût des marchandises vendues	40 320 947	42 844 175
Frais de vente et d'administration	11 262 685	11 368 049
Amortissement des immobilisations corporelles	395 244	386 358
Amortissement des actifs incorporels	438 885	409 857
Gain à la cession d'immobilisations corporelles à la suite d'une restructuration (note 5)	-	(2 032 476)
	52 417 761	52 975 963
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	2 754 563	2 532 240
AUTRES REVENUS ET CHARGES (note 6)	147 090	626 146
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	2 901 653	3 158 386
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (note 17B)	643 503	1 609 109
BÉNÉFICE NET	2 258 150 \$	1 549 277 \$
Bénéfice net par action ordinaire		
de base	0,089 \$	0,057 \$
dilué	0,089 \$	0,057 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (note 19B)		
émis	25 398 499	27 348 997
dilué	25 411 161	27 348 997

SAVARIA CORPORATION
ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU
POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2009 et 2008

	2009	2008
BÉNÉFICE NET	2 258 150 \$	1 549 277 \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU		
Variation de la juste valeur des contrats de change désignés comme couvertures de flux de trésorerie	6 773 642	(7 033 325)
Impôts futurs	(1 982 987)	2 156 730
	4 790 655	(4 876 595)
Pertes sur contrats de change portées au résultat net au cours de l'exercice	1 862 161	1 155 997
Impôts futurs	(572 175)	(358 128)
	1 289 986	797 869
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU	6 080 641	(4 078 726)
RÉSULTAT ÉTENDU	8 338 791 \$	(2 529 449) \$

SAVARIA CORPORATION

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2009 et 2008

	Capital-actions		Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total
	Nombre	Montant				
SOLDE au 31 décembre 2008, avant renversement de l'exercice de droits d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé	27 490 514	15 815 977 \$	1 745 891 \$	4 596 187 \$	(4 069 107) \$	18 088 948 \$
Renversement de l'exercice de droits d'achat d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé	(200 000)	(250 000)	-	-	-	(250 000)
SOLDE au 31 décembre 2008	27 290 514	15 565 977	1 745 891	4 596 187	(4 069 107)	17 838 948
Actions annulées à la suite du rachat public d'actions	(5 132 295)	(2 932 546)	-	(1 742 784)	-	(4 675 330)
Rémunération à base d'options	-	-	110 200	-	-	110 200
Bénéfice net	-	-	-	2 258 150	-	2 258 150
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	(824 055)	-	(824 055)
Variation des autres éléments du résultat étendu de l'exercice, déduction faite des impôts de 2 555 162 \$	-	-	-	-	6 080 641	6 080 641
SOLDE au 31 décembre 2009	22 158 219	12 633 431 \$	1 856 091 \$	4 287 498 \$	2 011 534 \$	20 788 554 \$

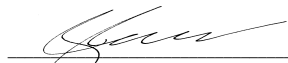
	Capital-actions		Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat étendu	Total
	Nombre	Montant				
SOLDE au 31 décembre 2007, avant renversement de l'exercice de droits d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé	28 162 414	16 199 915 \$	1 539 901 \$	5 123 653 \$	9 619 \$	22 873 088 \$
Renversement de l'exercice de droits d'achat d'actions à la suite de l'émission d'un prêt à un employé	(200 000)	(250 000)	-	-	-	(250 000)
SOLDE au 31 décembre 2007	27 962 414	15 949 915	1 539 901	5 123 653	9 619	22 623 088
Actions annulées à la suite du rachat public d'actions	(671 900)	(383 938)	-	(339 952)	-	(723 890)
Rémunération à base d'options	-	-	205 990	-	-	205 990
Bénéfice net	-	-	-	1 549 277	-	1 549 277
Dividendes sur actions ordinaires	-	-	-	(1 736 791)	-	(1 736 791)
Variation des autres éléments du résultat étendu de l'exercice, déduction faite des impôts de 1 798 602 \$	-	-	-	-	(4 078 726)	(4 078 726)
SOLDE au 31 décembre 2008	27 290 514	15 565 977 \$	1 745 891 \$	4 596 187 \$	(4 069 107) \$	17 838 948 \$

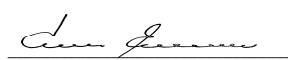
SAVARIA CORPORATION
BILANS CONSOLIDÉS
AUX 31 DÉCEMBRE 2009 et 2008

	2009	2008
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Trésorerie et équivalents	4 823 164 \$	5 202 780 \$
Trésorerie et équivalents réservés (note 16)	400 000	-
Débiteurs (note 7)	7 455 189	9 579 408
Contrats de change à terme (note 24A)	555 484	-
Crédits d'impôts à la recherche et développement à recouvrer	365 988	259 541
Versements exigibles sur les prêts à long terme (note 10)	26 518	99 103
Stocks (note 8)	12 599 651	10 380 605
Frais payés d'avance	813 613	609 134
Actifs d'impôts futurs (note 17A)	602 059	1 924 751
	27 641 666	28 055 322
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS RÉSERVÉS (note 16)	1 500 000	-
CRÉDITS D'IMPÔTS À LA RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT À RECOUVRER	557 981	465 511
AUTRES ACTIFS	61 910	-
PLACEMENTS À LONG TERME (note 9)	5 757 785	5 880 126
PRÊTS À LONG TERME (note 10)	105 100	152 532
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 11)	1 565 784	1 572 417
ACTIFS INCORPORELS (note 12)	1 390 361	1 568 235
ÉCART D'ACQUISITION	506 230	506 230
ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS (note 17A)	801 130	2 550 599
	39 887 947 \$	40 750 972 \$
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Emprunts bancaires (note 13)	1 080 000 \$	710 000 \$
Créditeurs (note 14)	6 248 985	5 984 551
Produits reportés	415 025	510 361
Provision pour garanties (note 15)	263 970	289 693
Contrats de change à terme (note 24A)	-	3 714 953
Versements exigibles sur la dette à long terme (note 16)	1 844 859	1 233 454
	9 852 839	12 443 012
PROVISION POUR GARANTIES (note 15)	394 494	550 505
CONTRATS DE CHANGE À TERME (note 24A)	-	2 376 366
DETTE À LONG TERME (note 16)	8 852 060	7 542 141
	19 099 393	22 912 024
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 19)	12 633 431	15 565 977
Surplus d'apport	1 856 091	1 745 891
Bénéfices non répartis	4 287 498	4 596 187
Cumul des autres éléments du résultat étendu	2 011 534	(4 069 107)
	6 299 032	527 080
	20 788 554	17 838 948
	39 887 947 \$	40 750 972 \$

Engagements et éventualités (note 23)
Évènements postérieurs à la date du bilan (note 27)

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION,


_____, administrateur
Marcel Bourassa


_____, administrateur
Jean-Marie Bourassa C.A.

SAVARIA CORPORATION
ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE
POUR LES EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2009 et 2008

	2009	2008
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	2 258 150 \$	1 549 277 \$
Ajustements pour		
Amortissement des immobilisations corporelles	395 244	386 358
Amortissement des actifs incorporels	438 885	409 857
Option de règlement (note 9A)	(348 217)	-
Variation de la juste valeur des billets restructurés (note 9A)	(565 163)	1 352 119
Impôts futurs	516 999	1 548 132
Différence entre la juste valeur et la valeur nominale de la dette à long terme	-	(395 635)
Intérêts capitalisés sur la dette à long terme	133 741	-
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions	110 200	205 990
Contrats de change encaissés avant échéance	1 989 000	228 000
Variation de la provision pour frais de garantie (note 15)	(181 734)	55 617
Variation des crédits d'impôt à la recherche et développement à recouvrer à long terme	(92 470)	-
Gains à la cession d'immobilisations corporelles	(7 660)	(1 985 511)
Gains de change non réalisés sur éléments monétaires à long terme	(464 374)	(465 599)
	4 182 601	2 888 605
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 4B)	(261 060)	(1 937 630)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	3 921 541	950 975
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Règlement du passif d'une EDDV (note 18)	-	(216 055)
Variation des placements à long terme	1 035 721	(4 100 000)
Variation de la trésorerie et équivalents réservés	(1 900 000)	-
Variation des autres actifs	(16 515)	-
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	11 108	4 875 957
Acquisition d'immobilisations corporelles	(199 170)	(206 544)
Augmentation des actifs incorporels amortissables	(352 349)	(71 972)
Encaissement de prêts à long terme	92 957	113 868
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 328 248)	395 254
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation des emprunts bancaires	370 000	(230 000)
Augmentation de la dette à long terme	7 700 095	6 000 000
Remboursement de l'emprunt à court terme lié à des actifs destinés à la vente	-	(3 750 000)
Remboursement de la dette à long terme	(5 543 619)	(518 006)
Apport d'une EDDV	-	100 623
Dividendes sur actions ordinaires	(824 055)	(1 736 791)
Rachat d'actions pour annulation	(4 675 330)	(723 890)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(2 972 909)	(858 064)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS	(379 616)	488 165
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS au début de l'exercice	5 202 780	4 714 615
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS à la fin de l'exercice	4 823 164 \$	5 202 780 \$

La trésorerie et les équivalents sont constitués de l'encaisse et de placements temporaires ayant une échéance initiale de trois mois et moins.

1. NATURE DES ACTIVITÉS

Les activités de la société consistent en la fabrication, l'installation et la distribution d'ascenseurs, de plateformes élévatrices et de sièges d'escaliers pour les personnes à mobilité restreinte, ainsi qu'en la conversion et l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes handicapées.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada et ils incluent les principales conventions comptables suivantes :

A) Périmètre de consolidation

Ces états financiers consolidés comprennent les comptes de la société et de ses filiales listées ci-dessous.

Filiales	31 décembre 2009 %	31 décembre 2008 %
Ascenseurs Savaria Concord Inc.	100	100
Weber Accessibility Systems, Inc. - inactive	100	100
Richardson Elevators (1191852 Ontario Limited) - dissoute	-	100
Van-Action (2005) Inc.	100	100
Concord Elevator Holdings Inc. - inactive	100	100
Savaria (Huizhou) Mechanical Equipment Manufacturing Co., LTD.	100	100

Les soldes et opérations intersociétés ont été éliminés.

B) Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers selon les PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et émette des hypothèses qui influent sur les montants inscrits des éléments d'actif et de passif, réels ou éventuels, à la date des états financiers ainsi que sur les montants inscrits des produits et des charges pour les périodes de référence. Les principales estimations comprennent l'évaluation des instruments financiers, y compris les dérivés et les placements dans des billets restructurés, la rémunération à base d'actions, l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, l'écart d'acquisition, les soldes d'impôts futurs, la provision pour créances douteuses, la provision pour désuétude des stocks et la provision pour frais de garanties. Les résultats réels peuvent différer des estimations faites par la direction.

C) Conversion des devises

Les filiales américaine et chinoise sont définies comme intégrées. La société utilise la méthode temporelle pour la conversion de ses comptes et ceux de ses filiales américaine et chinoise exprimés en monnaies étrangères. Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan alors que les éléments d'actif et de passif non monétaires sont mesurés aux taux historiques. Les produits et les charges sont comptabilisés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et les pertes de conversion sont compris dans le calcul du résultat net de l'exercice.

D) Comptabilisation du chiffre d'affaires

La société comptabilise ses ventes lorsqu'il existe une preuve convaincante d'une entente, que les produits sont livrés, que le prix est déterminé et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Une provision est constituée au moment où les ventes sont comptabilisées en ce qui a trait aux garanties des marchandises. Étant donné que la quasi-totalité des produits sont fabriqués sur commande, il n'y a généralement aucun retour de marchandise possible.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

E) Dépréciation d'actifs à long terme

La société révisé les valeurs comptables de ses actifs à long terme amortissables en comparant la valeur comptable de l'actif ou le groupe d'actifs avec les flux monétaires futurs non actualisés prévus qui seront générés par cet actif ou ce groupe d'actifs lorsqu'un événement indique que sa valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs détenu pour utilisation est supérieure à la somme des flux de trésorerie non actualisés qui devraient provenir de son utilisation ou de sa cession éventuelle. La perte de valeur est évaluée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'actifs sur sa juste valeur basée sur le prix en vigueur sur le marché, si disponible, ou sur la méthode des flux monétaires futurs actualisés.

F) Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode du passif fiscal préconisée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »). Selon cette méthode, des impôts exigibles sont comptabilisés pour les impôts à payer estimatifs de l'exercice courant et des impôts futurs sont comptabilisés pour les écarts temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction des taux d'imposition et des lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui, selon ce qui est à prévoir, s'appliqueront au revenu imposable des exercices au cours desquels les actifs et les passifs seront réglés ou recouverts. Les actifs d'impôts qui proviennent des pertes reportées et des écarts temporaires sont constatés lorsqu'il est plus probable qu'improbable que l'actif sera réalisé. L'effet d'une modification des taux d'imposition sur les actifs et les passifs d'impôts futurs est porté aux résultats de l'exercice dans lequel tombe la date à laquelle cette modification entre en vigueur ou devient pratiquement en vigueur.

G) Trésorerie et équivalents

La trésorerie et les équivalents comprennent l'encaisse et les placements ayant une échéance initiale de trois mois et moins.

H) Comptes clients

La société établit sa provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à ses clients et des tendances historiques.

I) Stocks

Les matières premières et les sous-assemblages sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les produits en cours et les produits finis sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Leur coût comprend les matières premières ainsi qu'une allocation pour les coûts de la main-d'œuvre directe et des frais généraux de fabrication.

La reprise de certaines dépréciations passées lorsqu'il y a une augmentation subséquente de la valeur de réalisation nette des stocks doit être comptabilisée.

J) Immobilisations corporelles et amortissement

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon les méthodes et taux annuels ou durée suivants :

	Méthode	Taux ou durée
Machinerie et outillage	Dégressif	20 %
Mobilier et agencements	Dégressif	20 %
Matériel roulant	Dégressif	30 %
Matériel informatique	Dégressif	30 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée des baux

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

K) Actifs incorporels

Les actifs incorporels comprennent des licences d'exploitation, des listes de clients, des logiciels et des frais de développement capitalisés. Les licences d'exploitation ne sont pas amorties puisqu'elles ont une durée de vie indéfinie, mais elles font l'objet d'un test de dépréciation périodique afin de déterminer si une provision pour moins-value devrait être portée aux résultats. Cette évaluation consiste à déterminer si la valeur prévue des flux de trésorerie futurs actualisés est supérieure à la valeur comptable nette de l'actif incorporel. Les licences sont évaluées le 31 décembre de chaque année et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse de valeur permanente. Les listes de clients sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile prévue de 10 ans. Les logiciels sont amortis selon la méthode dégressive au taux de 30 %. Les frais de développement sont amortis sur 3 ans.

Les frais de développement sont comptabilisés au coût d'acquisition et reportés à des périodes futures lorsque la société peut démontrer :

La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente; l'intention d'achever l'actif incorporel et de l'utiliser ou de le vendre; sa capacité à utiliser ou à vendre l'actif incorporel; la façon dont l'actif incorporel générera les avantages économiques futurs probables; la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif incorporel; et sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les crédits d'impôt attribuables aux frais de recherche et développement expérimental sont comptabilisés à l'encontre des frais de développement reportés lorsqu'ils sont liés à ces frais reportés. La portion des crédits d'impôt non attribuée aux frais de développement reportés est comptabilisée en réduction des frais auxquels elle se reporte.

L) Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition n'est pas amorti, mais fait plutôt l'objet d'un test de dépréciation périodique afin de déterminer si une provision pour moins-value devrait être portée aux résultats. Cette évaluation consiste à déterminer si la valeur prévue des flux de trésorerie futurs actualisés est supérieure à la valeur comptable nette de l'actif incorporel. L'écart d'acquisition est évalué le 31 décembre de chaque année et lorsque se produisent certains faits ou circonstances qui pourraient entraîner une baisse de la juste valeur de l'unité d'exploitation en dessous de sa valeur comptable.

La société a réalisé des tests de dépréciation sur la valeur comptable de l'écart d'acquisition au 31 décembre 2009. Elle a conclu qu'aucune provision pour moins-value ne doit être comptabilisée.

M) Montant par action

Le bénéfice net de base par action est fondé sur la moyenne pondérée de l'ensemble des actions ordinaires émises et en circulation, et est obtenu en divisant le bénéfice net attribuable aux actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net dilué par action est obtenu en divisant le bénéfice net de base attribuable aux actionnaires par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires servant au calcul du bénéfice net de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises si toutes les options d'achat d'actions ordinaires potentiellement dilutives en circulation étaient converties selon la méthode du rachat d'actions.

N) Rémunération à base d'actions

La société comptabilise selon la méthode de la juste valeur toutes les attributions d'options d'achat d'actions aux salariés et aux administrateurs de la société. Selon la méthode de la juste valeur, le coût de rémunération rattaché aux attributions à des salariés est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les frais d'exploitation. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la contrepartie payée plus la portion correspondante précédemment comptabilisée.

O) Instruments financiers

La société comptabilise tous les actifs financiers et les instruments financiers dérivés à leur juste valeur ou au coût après amortissement. Tous les passifs financiers sont mesurés à leur juste valeur lorsqu'ils sont classés comme détenus à des fins de transaction, sinon ils sont mesurés au coût après amortissement.

La société doit effectuer un classement de l'ensemble de ses actifs et passifs financiers en catégories. Elle a effectué le classement suivant:

2 . PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

La trésorerie et équivalents et la trésorerie et équivalents réservés ainsi que les contrats de change à terme, les placements à long terme en billets restructurés et l'option de règlement ont été désignés à titre d'actifs détenus à des fins de transaction. L'ensemble de ces éléments est évalué à la juste valeur et les gains ou pertes résultant de la réévaluation à la fin de chaque période sont enregistrés aux résultats consolidés.

Les placements à long terme autres qu'en billets restructurés sont classés comme étant détenus jusqu'à échéance. Ils sont évalués initialement à leur juste valeur et comptabilisés au coût après amortissement.

Les débiteurs et les prêts à long terme sont classés dans les prêts et créances. Ils sont évalués initialement à leur juste valeur et sont comptabilisés au coût après amortissement.

Les emprunts bancaires, les créditeurs et charges à payer ainsi que les dettes à long terme sont classés dans les autres passifs financiers. Ils sont évalués initialement à leur juste valeur et sont comptabilisés au coût après amortissement.

Les coûts de transaction liés aux actifs et aux passifs financiers détenus à des fins de transaction sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les coûts de transactions liés aux actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, aux prêts et créances et aux autres passifs financiers sont considérés dans la valeur comptable de l'actif et du passif et sont ensuite amortis sur la durée de vie prévue de l'instrument au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les gains et les pertes sur les instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés dans les résultats pendant la même période que les opérations sous-jacentes. Les variations de la juste valeur des instruments financiers non désignés dans des relations de couverture sont comptabilisés dans les résultats immédiatement.

3 . MODIFICATIONS COMPTABLES

A) 2009

Le 1^{er} janvier 2009, la société a adopté les recommandations du chapitre suivant du Manuel de l'ICCA :

Chapitre 3064 : Écarts d'acquisition et actifs incorporels et Chapitre 1000 : Fondements conceptuels des états financiers

Ces normes éclaircissent les critères selon lesquels les actifs corporels et les actifs incorporels, incluant les actifs développés à l'interne, sont comptabilisés. Les éléments ne répondant plus à ces critères ne seraient plus reconnus comme des actifs. Ces normes s'appliquent à la société de manière rétrospective avec retraitement des chiffres des exercices antérieurs à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2009.

L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés.

Chapitre 3862 : Instruments financiers - informations à fournir

Ce chapitre a été amendé afin d'établir un cadre comprenant une hiérarchie à trois niveaux pour la divulgation de la juste valeur basée sur les données utilisées pour évaluer les titres détenus à des fins de transactions. La hiérarchie des données est résumée ci-dessous :

- Cours sur des marchés actifs pour des actifs identiques (niveau 1);
- Les données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement (niveau 2);
- Les données qui ne sont pas basées sur des données du marché (données non observables) (niveau 3).

B) 2008

Le 1^{er} janvier 2008, la société a adopté les recommandations des chapitres suivants du Manuel de l'ICCA :

Chapitre 1400 : Normes générales de présentation des états financiers

Ce chapitre a été modifié de façon à préciser les exigences en matière d'évaluation et de présentation de la capacité d'une entité à poursuivre ses activités selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

L'adoption des ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés.

3 . MODIFICATIONS COMPTABLES (suite)

Chapitre 1535 : Informations à fournir concernant le capital

Ce nouveau chapitre définit les exigences en matière d'informations à fournir sur le capital telles que les suivantes : des informations qualitatives sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital; des données quantitatives synthétiques sur les éléments inclus dans la gestion du capital; le fait que l'entité s'est conformée au cours de l'exercice aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise en vertu de règles extérieures; et, si l'entité ne s'est pas conformée aux exigences en question, les conséquences de cette non-application.

L'adoption des nouvelles normes du chapitre 1535 n'a eu aucune incidence sur la situation financière ou sur les résultats de la société, mais a modifié l'information divulguée sur le capital (note 21).

Chapitre 3031 : Stocks

Ce chapitre prescrit le traitement comptable des stocks en fournissant des directives sur la détermination du coût et sa comptabilisation ultérieure en charges, y compris toute dépréciation jusqu'à la valeur nette de réalisation. Cette norme permet également la reprise de certaines dépréciations passées lorsqu'il y a une augmentation subséquente de la valeur des stocks. Finalement, cette norme donne des directives sur les méthodes de détermination du coût qui sont utilisées pour imputer les coûts aux stocks et qui requièrent l'utilisation constante des politiques liées aux stocks, par type de stock similaire quant à leur nature et à leur utilisation.

L'adoption des ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

Chapitre 3862 : Instruments financiers – informations à fournir et chapitre 3863 : Instruments financiers – présentation

Ces nouveaux chapitres remplacent le chapitre 3861, *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*, dont les exigences en matière d'informations à fournir sont révisées et renforcées. L'adoption de cette nouvelle norme a eu pour effet de modifier les analyses sur les risques encourus par la société ainsi que d'augmenter les obligations de divulgation d'informations aux états financiers consolidés (note 24).

C) Modifications comptables futures

Chapitre 1582 : Regroupements d'entreprises, chapitre 1601 : États financiers consolidés et chapitre 1602 : Participations sans contrôle

En 2009, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations sans contrôle*. Ces nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers de la société de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2011. La société évalue actuellement les exigences des nouvelles normes.

Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 et il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1^{er} janvier 2011 ou à une date ultérieure.

Les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme comptable internationale IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les sociétés publiques, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les IFRS. La société devra présenter ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 décembre 2011 selon les IFRS.

4 . FLUX DE TRÉSORERIE

A) Intérêts débiteurs et impôts

Les flux de trésorerie se rapportant aux intérêts débiteurs et aux impôts se détaillent comme suit :

	2009	2008
Intérêts débiteurs versés	439 364 \$	336 867 \$
Impôts sur les bénéfices versés	59 740 \$	33 336 \$

B) Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2009	2008
Débiteurs	2 121 091 \$	(589 525) \$
Stocks	(2 290 729)	(698 468)
Frais payés d'avance	(204 479)	76 785
Crédits d'impôt à la recherche et développement à recouvrer	(14 852)	(348 684)
Créditeurs	223 245	(577 381)
Produits reportés	(95 336)	199 643
	(261 060) \$	(1 937 630) \$

C) Transactions non monétaires

En 2008 et en 2009, il y a eu des transactions non monétaires liées à des annulations d'actions (note 19A). De plus, en 2009, il y a eu des transactions non monétaires liées à la comptabilisation de contrats de location-acquisition dans les immobilisations et la dette à long terme.

5 . GAIN À LA CESSION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES À LA SUITE D'UNE RESTRUCTURATION

	2009	2008
Gain sur la cession de l'immeuble situé à Laval	- \$	2 032 476 \$

À la suite d'une restructuration, la société a procédé au cours de l'exercice 2008 à la vente de son immeuble de Laval et au remboursement de l'emprunt afférent. Ce gain est lié au secteur d'exploitation Accessibilité.

6 . AUTRES REVENUS ET CHARGES

	2009	2008
Revenus d'intérêts et de dividendes	54 406 \$	170 489 \$
(Perte) gain de change	(393 402)	1 791 581
Intérêts sur la dette à long terme	(319 655)	(134 886)
Dépense d'intérêts et frais bancaires	(119 709)	(201 981)
Dévaluation des placements en PCAA	-	(1 352 119)
Variation de la juste valeur des billets restructurés (note 9A)	565 163	-
Option de règlement (note 9A)	348 217	-
Gain (perte) à la cession d'immobilisations corporelles	7 660	(46 965)
Différence entre la juste valeur et la valeur nominale de la dette à long terme	-	395 635
Autres revenus	4 410	4 392
	147 090 \$	626 146 \$

7 . DÉBITEURS

	2009	2008
Comptes clients	8 397 563 \$	10 206 071 \$
Provision pour créances douteuses	(1 480 553)	(1 221 371)
	6 917 010	8 984 700
Taxes à la consommation à recevoir	512 937	185 087
Autres débiteurs	25 242	409 621
	7 455 189 \$	9 579 408 \$

8 . STOCKS

	2009	2008
Matières premières et sous-assemblages	10 392 372 \$	8 274 197 \$
Produits en cours	658 190	474 835
Produits finis	1 549 089	1 631 573
	12 599 651 \$	10 380 605 \$

La provision pour désuétude a évolué comme suit depuis le 31 décembre 2008 :

Provision pour désuétude au 31 décembre 2008	(1 955 419) \$
Augmentation de la provision	(49 998)
Stocks mis au rebut	210 744
Provision pour désuétude au 31 décembre 2009	(1 794 673) \$

Aucune charge de dépréciation des stocks n'a été comptabilisée en charge au cours de l'exercice 2008.

9 . PLACEMENTS À LONG TERME

	2009	2008
Billets restructurés (valeur nominale de 2 185 039 \$)	1 309 568 \$	- \$
Papier commercial adossé à des actifs émis par des tiers (juste valeur de 1 780 126 \$ en 2008)	-	1 780 126
Option de règlement	348 217	-
	1 657 785	1 780 126
Certificat de placement garanti (juste valeur de 4 100 000 \$; 4 100 000 \$ en 2008)	4 100 000	4 100 000
	5 757 785 \$	5 880 126 \$

A) Billets restructurés

Le 21 janvier 2009, le comité pancanadien des investisseurs a annoncé que le plan de restructuration portant sur les PCAA émis par des tiers avait été mis en œuvre. En vertu des dispositions du plan de restructuration, les porteurs de PCAA ont vu leur papier commercial à court terme substitué par des billets à plus long terme dont l'échéance s'aligne sur celle des actifs auparavant détenus par les conduits sous-jacents (« billets restructurés »). La société détenait, à cette date, un portefeuille de PCAA émis par deux fiduciaires ayant une valeur nominale globale de 2 985 874 \$ US.

Par conséquent, les placements en PCAA de la société ayant fait l'objet d'une mise en commun des actifs ont été remplacés par deux catégories de billets adossés à des actifs, nommés A1 et C, par rang décroissant de priorité émis par Véhicule d'actifs cadre 2 (« VAC 2 »). Les placements en papier commercial adossé à des actifs inadmissibles ou des actifs traditionnels ont été remplacés par des billets reflète qui suivront la performance spécifique des actifs auxquels ils correspondent.

Les billets restructurés sont classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction.

Évaluation

L'estimation de la juste valeur des billets restructurés a été calculée à l'aide de l'information fournie par le comité pancanadien des investisseurs, par Ernst & Young inc., par le Contrôleur de la restructuration ainsi que par BlackRock Canada Ltée, l'administrateur des actifs.

À l'aide de cette information, la société a été en mesure de déterminer les caractéristiques clés pour chaque classe de billets restructurés reçue : la valeur nominale, la cote de crédit, le taux d'intérêt ainsi que les paiements d'intérêts projetés et la date d'échéance. Par la suite, elle a estimé le rendement qu'un investisseur potentiel exigerait pour chaque classe de billets (« Taux de rendement exigé »). En dernier lieu, elle a calculé la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs pour chacune des classes en utilisant le Taux de rendement exigé comme facteur d'escompte.

Durant l'exercice, la juste valeur des billets restructurés a été influencée, positivement et négativement, par plusieurs facteurs.

9 . PLACEMENTS À LONG TERME (suite)

Les conditions générales de crédit corporatif se sont améliorées. Cette diminution du risque de crédit a eu un effet positif sur la valeur des billets restructurés en raison d'une baisse générale des risques de défaillance ainsi que d'une baisse dans les probabilités que les limites de risques bâties dans les billets soient dépassées. Par conséquent, le Taux de rendement exigé sur les billets a été diminué pour refléter cet assouplissement des marchés de crédit.

Il est prévu que les billets VAC 2 classe A1 continueront de manquer leur versement d'intérêts, et ce, aussi longtemps que les taux d'intérêt demeureront à un niveau peu élevé. Considérant les commentaires de la Banque du Canada et le fait que le VAC 2 a eu suffisamment d'entrées de fonds pour permettre le versement complet des intérêts courus pour la période se terminant le 7 octobre 2009, la société projette que le paiement d'intérêts sera manqué pour les trois prochains trimestres. Il était initialement prévu que les intérêts ne seraient pas versés sur une plus longue période; cette amélioration a un effet positif sur la valeur de ces billets.

Un autre facteur influant est le simple passage du temps. Comme pour tous les instruments de dette, à mesure que la date d'échéance approche, à condition qu'il n'y ait pas de défaillance, la valeur des billets s'approche de la valeur nominale.

Ces facteurs positifs ont été compensés en partie par plusieurs facteurs négatifs dont une baisse dans les taux d'intérêt et l'augmentation de la valeur de la devise canadienne par rapport à la devise US, ce qui a eu pour effet de diminuer les flux de trésorerie projetés sur les billets restructurés et, par conséquent, de créer un effet négatif sur la juste valeur de ces billets. Un autre facteur négatif est l'augmentation dans les risques de défaillance des billets VAC 2 classe C imputable à des défaillances inexplicables de certains actifs de cette classe de billets. Une défaillance de ces actifs pourrait faire en sorte que les pertes excèdent la valeur des billets de classe C.

De plus, la valeur nette des actifs sous-jacents aux notes VAC 2 Billets reflète - actifs inadmissibles a diminué de trimestre en trimestre. Cette catégorie de notes est fortement influencée par la valeur d'un portefeuille de dérivés de crédit qui est nanti par une note exposée à des actifs sous-primés américains. Les actifs ainsi que les notes données en garantie sont touchés et ont diminué en valeur.

L'effet net de ces facteurs positifs et négatifs a été une augmentation de la juste valeur des billets restructurés durant la période. En fonction de cette analyse, la société estime la juste valeur de ces billets à un montant de 1 309 568 \$ (1 246 021 \$ US) au 31 décembre 2009. Par conséquent, la société a constaté un gain de 565 163 \$ au cours de l'exercice 2009, en renversement partiel des pertes enregistrées au cours de l'exercice précédent. À la suite de cette reprise de valeur, le solde de la provision se situe à un montant de 875 471 \$ (832 989 \$ US). À noter que ces billets font l'objet d'incertitude quant à leur valeur d'encaissement éventuelle. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des billets restructurés au cours des prochains trimestres. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction. Ces placements sont présentés à long terme.

Au cours de l'année 2009, la société a encaissé des montants totalisant 1 035 722 \$ (915 328 \$ US) relativement au remboursement de certains billets restructurés. Les montants encaissés ont servi au remboursement partiel des emprunts garantis par les billets restructurés. Au 31 décembre 2009, la valeur nominale des billets restructurés restants s'élève à 2,2 millions \$ (2,1 millions \$ US), tel que détaillé ci-dessous :

Catégories restructurées	En milliers de \$ US		Date prévue d'échéance
	Valeur nominale	Juste valeur estimée *	
Billets VAC 2			
A1 (coté A)	835,9	660,1	15 juillet 2056
C	25,9	0,3	15 juillet 2056
Billets reflète - actifs traditionnels			
VAC 3 - classe 14	51,1	46,0	1 ^{er} janvier 2021
Billets reflète - actifs inadmissibles			
VAC 2 - classe 13	131,5	1,3	20 mars 2014
VAC 3 - classe 25	1 034,6	538,3	25 décembre 2036
Total des placements	2 079	1 246	

* La fourchette des justes valeurs estimées par la société varie entre 1,37 million \$ US et 1,15 million \$ US.

9 . PLACEMENTS À LONG TERME (suite)

Le 15 octobre 2007, la société a conclu une entente de financement temporaire pour un montant de 3 000 000 \$ avec son institution financière afin d'assurer la disponibilité suffisante de liquidités pour respecter ses obligations financières en attendant le règlement des placements en PCAA. À la suite de la conversion de ces placements en billets restructurés, la société a remboursé ce financement temporaire et a signé, le 16 mars 2009, deux nouvelles ententes de financement à long terme avec son institution financière (note 16).

La société possède l'option de céder à la banque la propriété de ses billets reflète - actifs inadmissibles et de tout produit de ceux-ci en paiement de 75 % du principal de la dette afférente. Au 31 décembre 2009, la société a estimé la juste valeur de cette option à un montant de 348 217 \$ (331 320 \$ US).

La société possède également l'option de céder à la banque la propriété de ses billets VAC 2 et de ses billets reflète - actifs traditionnels et de tout produit de ceux-ci en paiement de 45 % du principal de la dette afférente. Au 31 décembre 2009, la société a estimé la juste valeur de cette option comme étant nulle.

B) Certificat de placement garanti

La société détient un certificat de placement garanti d'un montant de 4 100 000 \$ à un taux d'intérêt de 0,4 % et venant à échéance le 13 janvier 2010. Ce montant est présenté à long terme étant donné que son utilisation est sous réserve de l'approbation de projets d'acquisitions par l'institution financière de la société. De ce montant, 1 500 000 \$ ont été encaissés en février 2010 afin de financer une acquisition (note 27).

10 . PRÊTS À LONG TERME

	2009	2008
Prêt à long terme issu d'une entente de distribution exclusive des produits de la société avec une entreprise située aux États-Unis. Le montant original du prêt est de 210 200 \$ (200 000 \$ US). Le solde du prêt au 31 décembre 2009 est de 126 120 \$ (120 000 \$ US). Le prêt ne porte pas intérêt et est remboursable en dix versements annuels égaux commençant en juin 2006.	126 120 \$	170 520 \$
Solde à recevoir avec intérêt au taux de 4,23 % sur conversion de débiteurs d'une entreprise située aux États-Unis. Le montant original du prêt résultant de la conversion effectuée en septembre 2007 est de 152 395 \$ (145 000 \$ US). Le solde du prêt au 31 décembre 2009 est de 5 498 \$ (5 231 \$ US). Remboursable en 29 versements mensuels égaux de 5 250 \$ US, capital et intérêts, à compter de septembre 2007.	5 498	81 115
	131 618	251 635
Moins la portion recevable à court terme	26 518	99 103
	105 100 \$	152 532 \$

11 . IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Machinerie et outillage	6 822 706 \$	6 070 712 \$	751 994 \$
Mobilier et agencements	869 342	681 930	187 412
Matériel roulant	370 937	176 994	193 943
Matériel informatique	937 393	807 559	129 834
Améliorations locatives	1 466 751	1 164 150	302 601
	10 467 129 \$	8 901 345 \$	1 565 784 \$

Au 31 décembre 2009, le mobilier et les agencements incluent des actifs loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 119 538 \$ et un amortissement cumulé de 1 997 \$.

11 . IMMOBILISATIONS CORPORELLES (suite)

	2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Machinerie et outillage	6 779 801 \$	5 915 117 \$	864 684 \$
Mobilier et agencements	734 942	664 370	70 572
Matériel roulant	267 612	156 986	110 626
Matériel informatique	907 861	748 941	158 920
Améliorations locatives	1 419 642	1 052 027	367 615
	10 109 858 \$	8 537 441 \$	1 572 417 \$

Au 31 décembre 2008, le matériel informatique inclut des actifs loués en vertu de contrats de location-acquisition ayant un coût de 18 639 \$ et un amortissement cumulé de 13 931 \$.

12 . ACTIFS INCORPORELS

	2009			
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Ajouts de l'exercice
Licences d'exploitation	299 932 \$	- \$	299 932 \$	- \$
Listes de clients	946 568	402 292	544 276	-
Logiciels	778 442	679 781	98 661	-
Frais de développement reportés (note 25)	1 001 843	554 351	447 492	352 349
Actifs incorporels amortissables	2 726 853	1 636 424	1 090 429	352 349
	3 026 785 \$	1 636 424 \$	1 390 361 \$	352 349 \$

	2008			
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Ajouts de l'exercice
Licences d'exploitation	299 932 \$	- \$	299 932 \$	- \$
Listes de clients	946 568	307 635	638 933	-
Logiciels	778 442	633 778	144 664	12 624
Frais de développement reportés (note 25)	950 920	466 214	484 706	59 348
Actifs incorporels amortissables	2 675 930	1 407 627	1 268 303	71 972
	2 975 862 \$	1 407 627 \$	1 568 235 \$	71 972 \$

13 . EMPRUNTS BANCAIRES

La société a signé une entente avec une institution financière pour une marge de crédit de 1 500 000 \$ pour sa filiale Van-Action (2005) Inc. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %. Une hypothèque mobilière de Van-Action pour un montant de 3 000 000 \$ sur certains biens de la filiale, une garantie selon l'article 427 de la Loi des banques sur les inventaires ainsi qu'un cautionnement de la société mère pour un montant de 250 000 \$ ont été donnés en garantie. Au 31 décembre 2009, le solde de la marge de crédit s'élève à 1 080 000 \$ (710 000 \$ en 2008).

De plus, la société a signé une entente avec une institution financière pour une marge de crédit de 2 000 000 \$ pour sa filiale Ascenseurs Savaria Concord Inc. Celle-ci porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,5 %. Une hypothèque mobilière de premier rang de 9 075 000 \$ et un contrat de sûreté de premier rang dans la province d'Ontario, tous deux grevant l'universalité des stocks et des créances de la filiale, présents et futurs, ainsi qu'une garantie selon l'article 427 de la Loi des banques sur les inventaires ont été donnés en garantie. Au 31 décembre 2009 et 2008, la marge de crédit était inutilisée.

14 . CRÉDITEURS

	2009	2008
Fournisseurs et charges à payer	5 574 500 \$	5 449 751 \$
Salaires et déductions à la source	294 320	215 333
Vacances courues	380 165	319 467
	6 248 985 \$	5 984 551 \$

15 . PROVISION POUR GARANTIES

Dans le cours normal de ses activités, la société prend en charge certaines composantes en remplacement de composantes défectueuses en vertu des garanties offertes sur les produits qu'elle vend. Les garanties ont une durée de trente-six (36) mois. Au cours de l'exercice 2009, la société a diminué sa provision de 181 734 \$ (augmenté de 55 617 \$ en 2008). Cette charge est cumulée au passif à court terme et à long terme sous la rubrique Provision pour garanties. La direction établit cette provision en se fondant sur son expérience antérieure. Il est donc possible que les conditions changent et que cela nécessite un changement important dans les montants comptabilisés.

16 . DETTE À LONG TERME

	2009	2008
<p>Emprunt d'un montant nominal initial de 6 000 000 \$ et d'une juste valeur initiale de 5 604 365 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 1 % avec un taux d'intérêt effectif égal au taux préférentiel majoré de 1,5 %. Une hypothèque mobilière au montant de 6 600 000 \$ sur l'ensemble des biens de la société et de ses filiales Ascenseurs Savaria Concord Inc. et Van-Action (2005) Inc., ainsi qu'une garantie sur un placement à long terme de 4 100 000 \$ ont été donnés en garantie. Remboursable par versements mensuels de 90 909 \$ plus intérêts, venant à échéance en mai 2014.</p>	4 556 288 \$	5 604 365 \$
<p>Emprunt d'un montant initial de 4 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1 %. Une hypothèque mobilière au montant de 4 000 000 \$ sur l'ensemble des biens de la société et de sa filiale Ascenseurs Savaria Concord Inc. a été donnée en garantie. Remboursable par versements mensuels de 66 667 \$ plus intérêts, venant à échéance en septembre 2014. Selon les conditions de cette dette, un minimum de 50 % du solde de l'emprunt doit être maintenu en encaisse en tout temps, libre de tout lien. Le montant réservé, dont le solde au 31 décembre 2009 est de 1 900 000 \$, est présenté au bilan sous la rubrique Trésorerie et équivalents réservés et est réparti selon le même taux de répartition court terme et long terme que la dette.</p>	3 800 000	-
<p>Emprunt d'un montant initial de 1 514 083 \$ US dont le solde est de 1 166 081 \$ US au 31 décembre 2009, portant intérêt au taux de base américain moins 1 %. Seuls les intérêts sont remboursables mensuellement et l'emprunt est garanti en partie par les billets restructurés. Lors de dispositions partielles ou complètes des billets restructurés liés à cet emprunt, le montant reçu en contrepartie servira à réduire le montant de l'emprunt. L'emprunt vient à échéance en mars 2012 et est renouvelable, au gré de la banque, pour des périodes de un an jusqu'à un maximum de quatre périodes de renouvellement. La société possède l'option de céder à la banque la propriété de ses billets reflète - actifs inadmissibles et de tout produit de ceux-ci en paiement de 75 % du principal de cet emprunt (note 9A).</p>	1 225 552	-
<p>Emprunt d'un montant initial de 1 471 791 \$ US dont le solde est de 912 929 \$ US au 31 décembre 2009, portant intérêt au taux de base américain moins 1 %. Seuls les intérêts sont remboursables mensuellement et l'emprunt est garanti en partie par les billets restructurés. Lors de dispositions partielles ou complètes des billets restructurés liés à cet emprunt, le montant reçu en contrepartie servira à réduire le montant de l'emprunt. L'emprunt vient à échéance en mars 2011 et est renouvelable, au gré de la banque, pour des périodes de un an jusqu'à un maximum de cinq périodes de renouvellement. La société possède l'option de céder à la banque la propriété de ses billets VAC 2 et de ses billets reflète - actifs traditionnels et de tout produit de ceux-ci en paiement de 45 % du principal de cet emprunt (note 9A).</p>	959 487	-

16 . DETTE À LONG TERME (suite)

	2009	2008
Emprunt d'un montant initial de 500 000 \$. Cet emprunt se divise en deux tranches de 250 000 \$, chacune portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,25 %. Remboursable par versements mensuels de 10 417 \$ plus intérêts, venant à échéance en avril 2010. Une hypothèque mobilière de Van-Action pour un montant de 3 000 000 \$ sur certains biens de la filiale, une garantie selon l'article 427 de la Loi des banques sur les inventaires ainsi qu'un cautionnement de la société mère pour un montant de 250 000 \$ ont été donnés en garantie.	41 667 \$	166 666 \$
Emprunts en vertu de contrats de location-acquisition pour un montant initial total de 119 538 \$, portant intérêt au taux de 12,8 %. Remboursables par versements trimestriels égaux de 7 062 \$ jusqu'en mars 2015, suivi d'un versement de 9 606 \$ en juin 2015 et de 5 279 \$ en septembre 2015, capital et intérêts, venant à échéance en juin et septembre 2015.	113 925	-
Emprunt en vertu de contrats de location-acquisition pour un montant initial total de 18 639 \$, portant intérêt au taux de 10,8 %. Remboursable par versements mensuels de 403 \$, capital et intérêts, échus en décembre 2009.	-	4 564
Emprunt d'un montant initial de 3 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 1,5 %. Ce financement temporaire a été converti en deux dettes à long terme d'une valeur totale de 2 985 874 \$ US, le 16 mars 2009, à la suite du remplacement des PCAA par les billets restructurés (note 9A).	-	3 000 000
	10 696 919	8 775 595
Moins les versements exigibles à court terme	1 844 859	1 233 454
	8 852 060 \$	7 542 141 \$

Les versements exigibles sur la dette à long terme à l'exception des contrats de location-acquisition au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

2010	2011	2012	2013	2014
1 826 838 \$	3 038 155 \$	2 799 550 \$	1 866 513 \$	1 051 938 \$

Les paiements minimaux exigibles à l'égard des engagements en vertu de contrats de location-acquisition sont les suivants :

Exercices se terminant les 31 décembre :	2010	31 533 \$
	2011	28 246
	2012	28 246
	2013	28 246
	2014	28 246
	2015	14 885
		159 402
Moins les intérêts (taux moyen pondéré de 12,8 %)		45 477
		113 925
Moins la portion à court terme		18 021
		95 904 \$

17 . IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS FUTURS

A) Impôts futurs

Les incidences fiscales des écarts temporaires qui donnent lieu à des parties importantes des actifs et des passifs d'impôts futurs s'établissent comme suit :

	2009	2008
ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS À COURT TERME		
Contrats de change	(161 813) \$	1 127 347 \$
Report prospectif de pertes	666 626	651 862
Provision pour garanties	77 752	89 701
Frais d'inscription à la Bourse	-	26 907

17 . IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS FUTURS (suite)

	2009	2008
Provisions non déductibles	66 827 \$	34 698 \$
Différence entre la juste valeur et la valeur nominale de la dette à long terme	(32 673)	-
Crédits d'impôt à l'investissement	(2 611)	(8 279)
Autres	(12 049)	2 515
	602 059 \$	1 924 751 \$
ACTIFS D'IMPÔTS FUTURS À LONG TERME		
Report prospectif de pertes	767 151 \$	1 757 912 \$
Contrats de change	-	666 865
Provision pour stocks	441 054	527 572
Provision pour mauvaises créances	-	107 920
Provision pour garanties	101 435	148 457
Immobilisations corporelles	99 125	120 410
Crédits d'impôt à l'investissement	(216 720)	(167 783)
Option de règlement	(98 894)	-
Actifs incorporels	330 154	233 614
Différence entre la juste valeur et la valeur nominale de la dette à long terme	(42 006)	(106 742)
Autres	(25 273)	134
Provision pour moins value – report prospectif de pertes	(554 896)	(737 760)
	801 130 \$	2 550 599 \$

B) Impôts sur les bénéfices

Les provisions pour impôts sur les bénéfices se composent des éléments suivants :

	2009	2008
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	2 901 653 \$	3 158 386 \$
Provision pour impôts sur les bénéfices selon le taux d'imposition statutaire fédéral et provincial de 31 % (31 % en 2008)	898 932 \$	978 468 \$
Avantage (renversement de l'avantage) des pertes en capital sur dévaluation d'investissements non comptabilisé	(242 012)	238 252
Report de pertes à des années ayant des taux d'imposition moindres	-	168 949
Écarts permanents	(26 856)	14 270
Charge de rémunération à la suite de l'attribution d'options d'achat d'actions, non déductible	34 140	90 170
Écart de taux sur réserves fiscales et impact de changements de taux	42 484	43 492
Impôts sur les (bénéfices nets) pertes nettes d'exploitation de filiales non comptabilisés	(71 015)	40 223
Autres	7 830	35 285
	643 503 \$	1 609 109 \$
IMPÔTS EXIGIBLES ET FUTURS		
Les impôts sur les bénéfices se détaillent comme suit :		
Exigibles	126 504 \$	60 977 \$
Futurs	516 999	1 548 132
	643 503 \$	1 609 109 \$

C) Pertes reportées

Au 31 décembre 2009, la société avait des pertes nettes d'exploitation reportées canadiennes, au Québec et en Ontario, de 3 086 000 \$ (6 238 000 \$ en 2008), 3 004 000 \$ (5 921 000 \$ en 2008) et 2 297 000 \$ (5 033 000 \$ en 2008), respectivement. Ces pertes reportées viennent à échéance à diverses dates entre 2014 et 2029.

Au 31 décembre 2009, la société avait des dépenses de recherche scientifique et de développement expérimental non déduites pour un montant de 1 924 000 \$ (1 440 000 \$ en 2008) qui peuvent être reportées indéfiniment.

La société possède également des crédits d'impôt fédéral pour un montant de 770 000 \$ (549 000 \$ en 2008). Ceux-ci viennent à échéance à diverses dates entre 2014 et 2029.

17 . IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS FUTURS (suite)

Au 31 décembre 2009, la société avait des pertes nettes d'exploitation reportées du gouvernement fédéral américain de 953 000 \$ (907 000 \$ US) et des états de 538 000 \$ (512 000 \$ US). Au 31 décembre 2008, les montants de ces pertes reportées étaient de 948 000 \$ (902 000 \$ US) et de 532 000 \$ (506 000 \$ US), respectivement. Aucun actif d'impôts futurs n'a été comptabilisé aux livres sur ces pertes. Celles-ci viennent à échéance à diverses dates entre 2014 et 2029.

18 . ENTITÉ À DÉTENTEURS DE DROITS VARIABLES

La société a inclus une EDDV à son périmètre de consolidation jusqu'au 21 août 2008. L'entité en question était détenue par un apparenté qui est un employé de la société et proche parent du président. Le 22 août 2008, le capital-actions de cette entité a été transféré au nom de la société au coût de 216 055 \$, représentant le règlement du passif net comptabilisé par la société à cette date, et l'entité est consolidée en tant que filiale depuis le 22 août 2008. L'entité, située en Chine, effectue de l'assemblage de pièces et de produits finis pour le compte des filiales de la société.

19 . CAPITAL-ACTIONS

A) Autorisé :

- Nombre illimité d'actions ordinaires avec droit de vote, participatives et sans valeur nominale
- Nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries
- Nombre illimité d'actions privilégiées de deuxième rang sans valeur nominale, pouvant être émises en séries

En 2007, la société a émis 475 000 actions ordinaires à la suite de l'exercice de droits d'achat d'actions au prix de 1 \$ l'action; en contrepartie, un prêt à long terme de 250 000 \$ a été émis à un administrateur, qui est aussi un employé, générant un encaissement net de 225 000 \$. Ce prêt à long terme a été porté en diminution de l'émission de capital-actions et le nombre d'options en circulation a été augmenté de 200 000 (note 20). Éventuellement, le capital-actions augmentera d'un montant correspondant aux remboursements sur le prêt et le nombre d'options en circulation sera réduit en conséquence. Ce prêt porte intérêt au taux préférentiel moins 1 % et est garanti par 200 000 actions ordinaires de la société, ayant une valeur au marché de 170 000 \$ au 31 décembre 2009. Les intérêts sont composés et payables annuellement alors que le capital est payable à l'échéance, soit le 23 février 2013.

En 2009, la société a racheté 4 695 795 actions ordinaires à un prix de 0,929 \$ par action sous forme d'une offre publique de rachat au comptant. L'excédent du prix payé sur la valeur aux livres des actions rachetées a été imputé aux bénéfices non répartis.

B) Le tableau suivant présente le rapprochement du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation pour le calcul du bénéfice net de base et dilué par action :

	2009	2008
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	25 398 499	27 348 997
Effet des titres potentiellement dilutifs		
Options d'achat d'actions	12 662	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour le calcul du résultat dilué par action	25 411 161	27 348 997

En calculant le bénéfice net dilué par action de 2009 et 2008, 1 494 750 et 2 048 000 options d'achat, respectivement, ont été exclues en raison de leur effet antidilutif.

20 . RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Aux termes du régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains salariés et administrateurs de la société, le conseil d'administration peut, à son gré, mais sans dépasser 1 792 659 actions, attribuer à certains salariés et administrateurs de la société des options leur permettant d'acquérir des actions de la société. Le prix d'exercice est le cours de clôture de l'action de la journée précédant l'attribution des options. Les droits d'exercice deviennent généralement acquis dans une période variant entre un an et cinq ans à compter de la date d'attribution et les options doivent être levées dans un délai maximal de six ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. La valeur de chaque option est estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes avec les hypothèses ci-dessous :

20 . RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (suite)

2009				
Nombre d'options attribuées	Taux d'intérêt sans risque	Rendement en dividendes de l'action	Volatilité prévue	Durée prévue
75 000	1,72%	7,53%	49 %	3 ans
50 000	3,20%	7,53%	49 %	6 ans
18 750	1,72%	7,53%	49 %	3 ans
Total	143 750	2,24%	49 %	de 3 à 6 ans

2008				
Nombre d'options attribuées	Taux d'intérêt sans risque	Rendement en dividendes de l'action	Volatilité prévue	Durée prévue
60 000	3,99 %	2,26 %	38 %	5 ans
75 000	2,92 %	2,26 %	38 %	3 ans
700 000	3,31 %	2,26 %	38 %	6 ans
50 000	3,18 %	2,26 %	38 %	5 ans
Total	885 000	3,32 %	38 %	de 3 à 6 ans

La juste valeur estimative des options attribuées en 2009 s'élève à 24 775 \$ (275 592 \$ en 2008). Cette valeur est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition des droits d'exercice en question.

Le coût de rémunération total de 110 200 \$ (205 990 \$ en 2008) pour les attributions d'options d'achat d'actions au profit des salariés et des administrateurs a été porté au crédit du surplus d'apport.

	2009		2008	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au début de l'exercice	1 998 000	1,33 \$	1 467 500	1,70 \$
Attribuées	143 750	0,75 \$	885 000	0,97 \$
Exercées	-	s.o.	-	s.o.
Échues	(622 000)	1,53 \$	(354 500)	2,03 \$
En circulation à la fin de l'exercice	1 519 750	1,19 \$	1 998 000	1,33 \$
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	774 750	1,35 \$	920 250	1,56 \$

Le tableau suivant résume certaines informations concernant les options d'achat d'actions en cours aux 31 décembre :

Prix d'exercice	2009			Prix d'exercice	2008		
	Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées		Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées
	Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante			Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante	
0,64	75 000	2,2 ans	56 250	0,95	750 000	5,5 ans	-
0,81	18 750	2,2 ans	12 500	1,00	200 000	1,1 an	200 000
0,90	50 000	5,4 ans	-	1,06	75 000	2,2 ans	56 250
0,95	550 000	4,5 ans	12 500	1,10	60 000	4,1 ans	-
1,00	200 000	0,1 an	200 000	1,35	100 000	3,9 ans	25 000
1,06	75 000	1,2 an	75 000	1,59	100 000	3,6 ans	25 000
1,10	60 000	3,1 ans	15 000	1,60	60 000	1,9 an	24 167
1,35	100 000	2,9 ans	50 000	1,65	50 000	2,7 ans	25 000
1,59	100 000	2,6 ans	50 000	1,70	100 000	0,2 an	100 000
1,60	60 000	1,1 an	43 333	1,75	225 000	0,4 an	225 000
1,65	50 000	1,7 an	37 500	1,80	25 000	2,5 ans	8 333
1,80	25 000	1,5 an	16 667	1,96	100 000	1,2 an	100 000
1,96	75 000	0,2 an	75 000	2,00	70 000	1,9 an	52 500

20 . RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (suite)

2009				2008			
Prix d'exercice	Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées	Prix d'exercice	Options en circulation		Nombre d'options pouvant être levées
	Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante			Nombre	Durée de vie contractuelle moyenne restante	
2,00	50 000	0,9 an	50 000	2,15	83 000	2,2 ans	29 000
2,15	31 000	0,04 an	31 000	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
de 0,64 \$ à 2,15 \$	1 519 750	2,7 ans	724 750	de 0,95 \$ à 2,15 \$	1 998 000	3,2 ans	870 250

21 . GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

La société définit les composantes de sa structure de capital comme étant les dettes à long terme et les emprunts bancaires moins la trésorerie et équivalents, les placements temporaires et les placements à long terme plus les capitaux propres.

	2009	2008
Trésorerie et équivalents	(4 823 164) \$	(5 202 780) \$
Trésorerie et équivalents réservés, incluant la portion à court terme	1 900 000	-
Emprunts bancaires	1 080 000	710 000
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	10 696 919	8 775 595
Placements à long terme	(5 757 785)	(5 880 126)
	3 095 970	(1 597 311)
Capitaux propres	20 788 554	17 838 948
Total de la structure de capital	23 884 524 \$	16 241 637 \$

En matière de gestion du capital, les objectifs de la société sont les suivants :

- Préserver la capacité de la société à poursuivre son exploitation afin de fournir un rendement à ses actionnaires;
- Préserver la capacité de la société à financer tout projet d'envergure et acquisitions stratégiques;
- Racheter des actions dans le cadre du programme d'achat et d'annulation d'actions.

La société détermine le montant du capital proportionnellement au risque. Elle gère sa structure de capital et y apporte des rajustements en fonction des changements qui touchent la conjoncture économique et des caractéristiques de risques des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, vendre des actifs pour améliorer la flexibilité et la performance financière ou modifier son programme d'achat et d'annulation d'actions.

La société assure le suivi du capital en fonction de divers ratios financiers et indicateurs non financiers du rendement.

De plus, la société doit respecter certaines conditions imposées par diverses ententes bancaires.

Ces conditions comprennent, au niveau consolidé, le maintien sur une base trimestrielle d'un ratio de fonds de roulement minimum de 1,50 : 1 et d'un ratio d'endettement maximal de 3,25 : 1 et, sur une base annuelle, un ratio de dettes portant intérêts moins l'encaisse sur le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») maximal de 3,00 : 1 et un ratio de couverture des charges fixes minimal de 1,10 : 1. Le ratio de couverture des charges fixes se définit comme étant le rapport du BAIIA plus l'encaisse en début d'année moins les acquisitions d'immobilisations et les rachats d'actions non financés sur la somme totale des versements de capital dus et/ou exigibles sur la dette totale plus les intérêts et les dividendes. La société doit aussi maintenir en tout temps une valeur d'emprunt minimal de 4 500 000 \$. La valeur d'emprunt se définit comme étant la somme de 75 % des comptes clients canadiens, 65 % des comptes clients US et 50 % des stocks déduction faite des comptes fournisseurs de moins de 30 jours, jusqu'à concurrence de 2 500 000 \$.

Pour sa filiale Ascenseurs Savaria Concord Inc., ces conditions comprennent le maintien sur une base trimestrielle d'un ratio de fonds de roulement minimal de 1,10 : 1 et d'un ratio d'endettement sur l'avoir des actionnaires maximal de 2,50 : 1. Le montant maximal tiré sur la marge de crédit ne peut dépasser la somme de 75 % des comptes clients canadiens, 65 % des comptes clients US, 50 % des matières premières et 35 % des produits finis.

21 . GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL (suite)

Quant à sa filiale Van-Action (2005) Inc., elle doit maintenir sur une base trimestrielle un fonds de roulement d'au moins 1 200 000 \$ et un ratio d'endettement sur l'avoir des actionnaires maximal de 2 : 1, ainsi qu'un ratio de couverture du service de la dette d'au moins 1,25 : 1 sur une base annuelle. Le ratio de couverture du service de la dette se définit comme étant le total du BAIIA plus les frais de loyer et les versements en vertu de contrats de location-exploitation moins les impôts sur le bénéfice versés et les acquisitions d'immobilisations, divisé par la somme du capital, des frais d'intérêts, des frais de loyer et des versements en vertu de contrats de location-exploitation et de location-acquisition. Le montant maximal tiré sur la marge de crédit ne peut excéder le moindre de 1 500 000 \$ et la somme de 90 % des comptes clients canadiens bénéficiant d'une subvention gouvernementale, 80 % de tous les autres comptes clients canadiens, 80 % des comptes clients suédois, 40 % des matières premières déduction faite des comptes fournisseurs de moins de 30 jours et 50 % des véhicules sans excéder une valeur de 350 000 \$.

La société a respecté toutes les conditions imposées par ses prêteurs tout au long de l'exercice.

22 . OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La société a comptabilisé un montant de 49 842 \$ (88 310 \$ en 2008) pour des services fournis par une entité dont un associé est un administrateur et le chef de la direction financière de la société. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par la société et les apparentés.

Le 22 août 2008, la société a versé un montant de 216 055 \$ à un employé et proche parent du président lors du transfert du capital d'une EDDV. La transaction a été effectuée au coût et les éléments d'actifs et de passifs n'ont pas été réévalués.

23 . ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

A) Engagements

La société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipements représentant un engagement total de 4 267 538 \$ (6 076 294 \$ en 2008). Les paiements minimaux futurs exigibles en vertu de ces contrats de location-exploitation calculés au 31 décembre 2009, s'établissent comme suit :

2010	2011	2012	2013
1 823 593 \$	1 401 665 \$	986 618 \$	55 662 \$

B) Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la société.

24 . INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

2009	Valeur comptable				Juste valeur
	Détenus à des fins de transaction	Détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances et Autres passifs	Total	
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents	4 823 164 \$	- \$	- \$	4 823 164 \$	4 823 164 \$
Trésorerie et équivalents réservés	1 900 000	-	-	1 900 000	1 900 000
Comptes clients et autres débiteurs	-	-	6 942 252	6 942 252	6 942 252
Contrats de change à terme	555 484	-	-	555 484	555 484
Prêts à long terme	-	-	131 618	131 618	103 413
Placements à long terme en billets restructurés	1 309 568	-	-	1 309 568	1 309 568
Option de règlement	348 217	-	-	348 217	348 217
Placements à long terme autres qu'en billets restructurés	-	4 100 000	-	4 100 000	4 100 000
	8 936 433 \$	4 100 000 \$	7 073 870 \$	20 110 303 \$	20 082 098 \$

24 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

2009	Valeur comptable				Juste valeur
	Détenus à des fins de transaction	Détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances et Autres passifs	Total	
Passifs financiers					
Emprunts bancaires	- \$	- \$	1 080 000 \$	1 080 000 \$	1 080 000 \$
Créditeurs et charges à payer	-	-	6 248 985	6 248 985	6 248 985
Dette à long terme	-	-	10 696 919	10 696 919	10 668 735
	- \$	- \$	18 025 904 \$	18 025 904 \$	17 997 720 \$
2008	Valeur comptable				Juste valeur
	Détenus à des fins de transaction	Détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances et Autres passifs	Total	
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents	5 202 780 \$	- \$	- \$	5 202 780 \$	5 202 780 \$
Comptes clients et autres débiteurs	-	-	9 326 821	9 326 821	9 326 821
Prêts à long terme	-	-	251 635	251 635	202 674
Placements à long terme en PCAA	-	1 780 126	-	1 780 126	1 780 126
Placements à long terme autres qu'en PCAA	-	4 100 000	-	4 100 000	4 100 000
	5 202 780 \$	5 880 126 \$	9 578 456 \$	20 661 362 \$	20 612 401 \$
Passifs financiers					
Emprunts bancaires	- \$	- \$	710 000 \$	710 000 \$	710 000 \$
Créditeurs et charges à payer	-	-	5 984 551	5 984 551	5 984 551
Contrats de change à terme	6 091 319	-	-	6 091 319	6 091 319
Dette à long terme	-	-	8 775 595	8 775 595	8 775 595
	6 091 319 \$	- \$	15 470 146 \$	21 561 465 \$	21 561 465 \$

Le tableau qui suit présente les évaluations à la juste valeur inscrites au bilan, classées en fonction du caractère significatif des données utilisées pour effectuer les évaluations.

2009	Évaluations de la juste valeur à la date de clôture, d'après ce qui suit			Total
	Cours sur des marchés actifs pour des actifs identiques (niveau 1)	Autres données importantes observables (niveau 2)	Données importantes non observables (niveau 3)	
Actifs financiers				
Titres détenus à des fins de transactions				
Trésorerie et équivalents	4 823 164 \$	- \$	- \$	4 823 164 \$
Trésorerie et équivalents réservés	1 900 000	-	-	1 900 000
Contrats de change	-	555 484	-	555 484
Billets restructurés	-	-	1 309 568	1 309 568
Option de règlement	-	-	348 217	348 217
	6 723 164 \$	555 484 \$	1 657 785 \$	8 936 433 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2009, le rapprochement des éléments évalués à une juste valeur à partir de données non observables (niveau 3) était celui-ci :

24 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

	Billets restructurés	Option de règlement
Solde au 31 décembre 2008	- \$	- \$
Transfert des placements en PCAA à la suite de la restructuration	1 780 126	-
Comptabilisation d'un option de règlement à la suite d'une entente de financement	-	901 776
Variation de la juste valeur des billets restructurés	742 529	(516 742)
Variation du taux de change	(186 462)	(122 702)
Intérêts capitalisés à la valeur des billets restructurés	9 097	-
Remboursement de capital à la suite de la disposition de billets restructurés	(1 035 722)	-
Incidence sur la valeur de l'option de règlement de la disposition de billets restructurés	-	85 885
Solde au 31 décembre 2009	1 309 568 \$	348 217 \$

Facteurs de risques financiers

La société évolue dans une industrie comportant divers risques financiers : le risque de marché (incluant le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Afin de réduire les effets négatifs sur son rendement financier, la société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir le risque de change. La gestion des risques est assurée par une gestion de la trésorerie centralisée qui permet de définir, d'évaluer et de couvrir les risques financiers.

A) Risques de marché

Risque de change

La société réalise approximativement 57 % (60 % en 2008) de son chiffre d'affaires en monnaies étrangères et est, par conséquent, exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des monnaies étrangères. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières en dollars US et par l'utilisation d'instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme. Ces contrats confèrent à la société l'obligation de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

La direction a établi une politique exigeant que la société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères, plus particulièrement le dollar US, pour ainsi protéger le bénéfice brut contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, un maximum de 75 % des entrées nettes prévues en devises américaines doit être couvert.

La société dispose d'une ligne de trésorerie de 15 000 000 \$ pour couvrir ses risques de pertes potentielles sur les contrats de change. En février 2010, la ligne de trésorerie a été augmentée à 18 000 000 \$.

Les tableaux ci-dessous résument les engagements de la société à vendre des devises aux 31 décembre :

2009

Échéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en dollars américains)
de 0 à 9 mois	Vente	1,0821	18 000 000 \$

2008

Échéance	Type	Taux de change moyen	Montants contractuels (en dollars américains)
de 0 à 12 mois	Vente	1,0708	25 700 000 \$
de 12 à 24 mois	Vente	1,1093	24 000 000
de 24 à 36 mois	Vente	1,1910	6 000 000
		1,1004	55 700 000 \$

La juste valeur des instruments financiers dérivés reflète en général les montants estimatifs que la société paierait ou recevrait lors du règlement des contrats à la date de clôture de l'exercice.

24 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

La juste valeur des instruments financiers, laquelle est présentée au cumul des autres éléments du résultat étendu, avant les impôts sur les bénéfices de 760 952 \$ (-1 794 212 \$ au 31 décembre 2008), s'établit comme suit aux 31 décembre :

	2009	2008
Gains (pertes) non réalisé(e)s sur contrats de change à terme venant à échéance à court terme	555 484 \$	(3 714 953) \$
Gains sur contrats de change à terme encaissés en avance qui seront reconnus à court terme	501 244	-
	1 056 728	(3 714 953)
Pertes non réalisées sur contrats de change à terme venant à échéance à long terme	-	(2 376 366)
Gains sur contrats de change à terme encaissés en avance qui seront reconnus à long terme	1 715 756	-
	1 715 756	(2 376 366)
	2 772 484 \$	(6 091 319) \$

Au 31 décembre 2009, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait un effet favorable (défavorable) sur les gains (pertes) non réalisés(es) sur contrats de change du résultat étendu de 179 000 \$ (518 000 \$ au 31 décembre 2008), ce qui représente 125 000 \$ (363 000 \$ au 31 décembre 2008) après impôts.

Les gains et les pertes sur les instruments financiers ont été comptabilisés de la manière suivante aux états financiers :

	2009	2008
Pertes de change provenant des contrats de change	(39 294) \$	- \$
(Pertes) gains de change sur les soldes monétaires libellés en dollars américains	(354 108)	1 791 581
Total des (pertes) gains de change comptabilisés(es) au poste Autres revenus et charges	(393 402)	1 791 581
Pertes de change provenant des relations de couverture comptabilisées au poste Chiffre d'affaires	(1 822 867)	(1 155 997)
	(2 216 269) \$	635 584 \$

La société ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

Incidence du risque de change lié au dollar américain sur les éléments monétaires libellés en dollars US :

(en dollars US)

	2009	2008
Trésorerie et équivalents	3 468 764 \$	469 248 \$
Débiteurs	3 495 522	4 443 038
Prêts à long terme, incluant la portion à court terme	125 231	206 597
Créditeurs	(676 335)	(395 695)
Dettes à long terme, incluant la portion à court terme	(2 079 010)	-
Total des éléments monétaires libellés en dollars US	4 334 172 \$	4 723 188 \$

Au 31 décembre 2009, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse ou à la baisse de 0,01 \$ de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain aurait comme incidence une diminution ou une augmentation des Autres revenus et charges de l'ordre de 43 000 \$ (47 000 \$ au 31 décembre 2008), 30 000 \$ (33 000 \$ au 31 décembre 2008) après impôts.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposé la société découle de ses placements à long terme, de ses emprunts bancaires et de ses emprunts à long terme. Les placements et emprunts à taux variables exposent la société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les placements et emprunts à taux fixes exposent la société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

La société dispose d'une ligne de trésorerie de 600 000 \$ pour couvrir le risque de perte potentielle dans le cas où elle déciderait de convertir son taux d'intérêt variable sur la dette à long terme de 6 000 000 \$ à un taux fixe.

24 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

La société analyse de façon continue son exposition au risque de taux d'intérêt et examine les options de renouvellement et de refinancement qui lui sont disponibles pour minimiser ce risque.

Incidence du risque de taux d'intérêt sur les éléments monétaires à taux d'intérêt variable :

	2009	2008
Trésorerie et équivalents	(4 823 164) \$	(5 202 780) \$
Placements à long terme (certificat de placement garanti)	(4 100 000)	(4 100 000)
Emprunts bancaires	1 080 000	710 000
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	10 582 994	8 771 031
Total des éléments monétaires à taux d'intérêt variable	2 739 830 \$	178 251 \$

Aux 31 décembre 2009 et 2008, si les autres variables demeuraient inchangées, une variation à la hausse ou à la baisse de 100 points de base du taux préférentiel n'aurait pas d'effet significatif sur le bénéfice net.

Risque de prix

Les produits de la société comportent des centaines de composantes fabriquées par près de 100 fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et avoir une incidence sur les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque.

La société n'utilise pas de produits dérivés liés au prix des matières.

B) Risque de crédit

La trésorerie et équivalents de la société sont détenus ou émis par des institutions financières dont la cote de crédit est de qualité supérieure. Ainsi, la société considère que le risque de non-performance de ces instruments est négligeable.

Les placements dans des billets restructurés font l'objet d'incertitude quant à leur valeur d'encaissement éventuelle (note 9A).

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Les comptes clients sont portés au bilan déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les comptes clients, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Au 31 décembre 2009, le classement chronologique des comptes clients et de la provision pour créances douteuses était comme suit :

	Courant 0-60 jours	60-90 jours	Plus de 90 jours	Total
Comptes clients	5 014 080 \$	988 124 \$	2 395 359 \$	8 397 563 \$
Provision pour créances douteuses	38 787	73 171	1 368 595	1 480 553
Soldes non provisionnés	4 975 293 \$	914 953 \$	1 026 764 \$	6 917 010 \$

La provision pour créances douteuses a évolué comme suit depuis le 31 décembre 2008 :

Provision pour créances douteuses au 31 décembre 2008	1 221 371 \$
Augmentation de la provision	865 269
Radiation de comptes	(606 087)
Provision pour créances douteuses au 31 décembre 2009	1 480 553 \$

24 . INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Pour les autres créances, la société évalue de façon continue les pertes probables et constitue une provision pour pertes en se fondant sur leur valeur de réalisation estimative.

C) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau de liquidité de la société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements. Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs. La société dispose de facilités de crédit suffisantes pour combler les manquements temporaires de synchronisation entre les entrées et sorties de fonds.

Au 31 décembre 2009, la société disposait d'un fonds de roulement de 17 788 827 \$ (15 612 310 \$ au 31 décembre 2008) et de facilités de crédit non utilisées de 2 420 000 \$ (2 790 000 \$ au 31 décembre 2008).

Le tableau suivant résume les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 décembre 2009 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	0 à 6 mois	6 à 12 mois	12 à 24 mois	Plus de 24 mois
Emprunts bancaires	1 080 000 \$	1 128 019 \$	509 425 \$	59 019 \$	115 600 \$	443 975 \$
Créditeurs	6 248 985	6 248 985	6 248 985	-	-	-
Dette à long terme, incluant la portion à court terme	10 696 919	11 170 819	1 031 708	1 018 199	3 207 136	5 913 776
	18 025 904 \$	18 547 823 \$	7 790 118 \$	1 077 218 \$	3 322 736 \$	6 357 751 \$

25 . SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES

Au cours de l'exercice 2009, la société a comptabilisé des crédits d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental s'élevant à 484 912 \$ (625 898 \$ en 2008). Ces crédits, dont 177 322 \$ n'ont pas encore fait l'objet de cotisation par les autorités fiscales, ont été comptabilisés comme suit :

	2009	2008
En réduction des frais de développement reportés	141 289 \$	425 548 \$
En réduction du coût des marchandises vendues	19 279 \$	- \$
En réduction des frais de vente et d'administration	324 344	200 350
	484 912 \$	625 898 \$

26 . INFORMATION SECTORIELLE

La société est structurée selon deux secteurs d'exploitation, le premier étant celui de la fabrication et de la distribution d'équipements résidentiels et commerciaux pour personnes à mobilité restreinte (Accessibilité) et le deuxième étant celui de la conversion et de l'adaptation de véhicules automobiles pour les personnes handicapées (Transport adapté).

Les conventions comptables qui s'appliquent aux secteurs isolables sont les mêmes que celles décrites dans les principales conventions comptables.

Les informations par secteur d'exploitation se détaillent comme suit :

	2009			2008		
	Accessibilité	Transport adapté	Total	Accessibilité	Transport adapté	Total
Chiffre d'affaires	43 216 484 \$	11 955 840 \$	55 172 324 \$	45 982 363 \$	9 525 840 \$	55 508 203 \$
Bénéfice d'exploitation	2 198 283	556 280	2 754 563	2 303 796	228 444	2 532 240
Bénéfice net	1 730 115	528 035	2 258 150	1 353 156	196 121	1 549 277
Amortissement	712 872	121 257	834 129	744 063	52 152	796 215
Dépenses en capital	176 386	22 784	199 170	192 646	13 898	206 544
Actifs	34 768 689	5 119 258	39 887 947	36 988 827	3 762 145	40 750 972
Écart d'acquisition	506 230	-	506 230	506 230	-	506 230

26 . INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Les informations par secteur géographique se détaillent comme suit :

	Ventes		Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition	
	2009	2008	2009	2008
États-Unis	25 331 120 \$	29 219 541 \$	448 627 \$	448 627 \$
Canada	24 007 809	21 975 687	1 475 150	1 521 151
Europe et ailleurs	5 833 395	4 312 975	148 237	108 869
	55 172 324 \$	55 508 203 \$	2 072 014 \$	2 078 647 \$

27 . ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 3 février 2010, la société a annoncé l'acquisition de Concord Elevator (London) Ltd., détaillant spécialisé dans l'installation et l'entretien d'ascenseurs et de plate-formes élévatrices dans la province de l'Ontario. Le coût de l'acquisition de 3,9 millions \$ sera payé sur une période de quatre ans avec un versement initial de 1,5 million \$ payable à la date de l'acquisition. La transaction comprend l'émission potentielle par la société de 1 million d'actions ordinaires un an suivant la signature de l'entente, advenant la réalisation de certaines conditions.

28 . CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.